

## Consultation publique n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE6 »

### Préambule

En préambule, le médiateur national de l'énergie souhaite effectuer une remarque d'ordre général. En effet, la note technique de la CRE laisse entendre que ce sont les consommateurs qui choisissent leur formule tarifaire d'acheminement (FTA).

Par exemple, en page 29 : « [...] *l'optionalité, dès lors qu'elle permet à chaque consommateur de choisir le tarif le plus avantageux pour lui, induit un manque à gagner [...]* »

En page 30 : « *Les utilisateurs BT  $\leq$  36 kVA pourront choisir en 2021, pour l'établissement de leur composante annuelle des soutirages, comme en TURPE 5, entre 5 options* ».

Or, si certains professionnels ou entreprises avertis, dont les contrats dissocient la facturation de l'acheminement de celle de la fourniture, choisissent effectivement leur FTA pour optimiser leurs factures, ce n'est pas le cas des consommateurs résidentiels ou petits professionnels, titulaires de contrats avec des prix intégrés incluant l'acheminement, qui ignorent d'ailleurs la plupart du temps les subtilités ou l'existence même des options tarifaires d'acheminement.

Ainsi, ce sont les fournisseurs qui souscrivent la FTA de leur choix, pour optimiser leurs coûts. Les consommateurs particuliers et petits professionnels n'ont généralement aucune visibilité sur la FTA souscrite pour leur compte. La question de l'adaptation de leurs comportements ou de l'optimisation du tarif souscrit est donc purement théorique en ce qui les concernent. Ils bénéficient ou subissent, en fonction des situations, le choix de leur fournisseur.

### Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

### Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Le médiateur national de l'énergie est favorable à ces principes, qui sont dans la continuité de l'existant.

Il rappelle, comme dans sa réponse à la consultation de la CRE du 23 mai 2019, que pour les sites en BT  $\leq$  36 kVA, il est nécessaire d'être vigilant à ce que le principe d'efficacité, mis en œuvre par l'intermédiaire d'un signal tarifaire, ne soit pas appliqué au détriment de celui d'acceptabilité.

Les personnes en situation de précarité énergétique chauffées à l'électricité, ont très peu de leviers pour adapter leurs comportements pendant l'hiver. Un signal tarifaire trop marqué n'aurait que peu ou pas d'effet sur leur consommation d'électricité, mis à part celui d'accroître le montant de leurs factures, et donc d'aggraver leur situation financière.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?**

**Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?**

Le médiateur n'a pas d'opinion sur ces questions.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?**

Comme déjà indiqué dans sa réponse à la consultation de la CRE du 23 mai 2019, dans la mesure où ENEDIS a dû engager des coûts d'adaptation de son système d'information lors de la mise en place du TURPE 5, le médiateur est favorable au maintien de cette option, quand bien même elle n'est souscrite que par une très faible minorité d'utilisateurs.

**Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?**

**Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?**

Comme souligné en préambule, pour les consommateurs titulaire d'un contrat avec des prix intégrés qui ne dissocient pas la fourniture de l'acheminement (notamment BT ≤ 36 kVA), ce ne sont pas les utilisateurs du réseau de distribution qui choisissent de souscrire une option tarifaire du TURPE, mais leur fournisseur d'électricité (contrairement à ce qui est indiqué dans la note technique à plusieurs reprises et notamment en page 30).

Ainsi, pour les consommateurs particuliers et petits professionnels, les comportements d'optimisation pointés par la CRE relèvent des fournisseurs, et non pas des utilisateurs, dont la plupart ne connaît que l'option tarifaire de l'offre de son fournisseur, et ignore quelle est son option du TURPE.

La généralisation de l'option tarifaire à quatre plages temporelles aura pour effet de faire augmenter la facture des utilisateurs thermosensibles, et donc de ceux qui se chauffent à l'électricité. Dans sa consultation, la CRE a effectué des simulations pour mesurer l'impact sur la facture de la modification de la composante de soutirage envisagée ; il est, pour certaines catégories de consommateurs, notamment les plus précaires, non négligeable.

**Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?**

Le médiateur est favorable aux modalités proposées par la CRE.

**Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?**

Le médiateur est favorable à cette disposition. Il est favorable à ce que les coûts de relevés ne soient pas payants pour ceux qui ne peuvent pas être équipés de Linky.

**Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?**

Le médiateur est favorable à cette évolution.

**Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension  $\leq 36$  kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour le TURPE 6 ?**

Le médiateur national de l'énergie partage l'analyse de la CRE, selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance n'est pas prioritaire pour le TURPE 6.

En effet, si les consommateurs peuvent être séduits par la possibilité de souscrire une puissance moindre à certains moments de la journée ou de l'année, le médiateur craint qu'ils ne tirent aucun bénéfice financier de ces nouvelles offres, voire même qu'ils payent plus cher. Il conviendrait donc que la CRE précise son analyse d'impact sur les coûts du réseau pour aller plus loin.

S'ils ne payent pas plus chers, ce sont les consommateurs qui souscrivent une puissance sans dénivelé qui risquent d'être pénalisés.

Si toutefois des dénivelés de puissance devaient être introduits, le médiateur est défavorable à la facturation de dépassements de puissances, dont le coût peut être prohibitif, et la facturation source de litiges (le médiateur est régulièrement saisi par des professionnels concernant la facturation de dépassements de puissance). Il recommande de privilégier la coupure du disjoncteur en cas de dépassement de puissance.

**Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées**

Cette règle, mise en place par la CRE pour éviter les effets d'aubaine de certains clients qui chercheraient à optimiser par exemple entre l'été et l'hiver, ne nous semble pas pertinente pour les sites en BT  $\leq$  36 kVA.

En effet, les consommateurs ne sont pas avisés de l'option tarifaire du TURPE choisie par leur fournisseur et ne comprennent pas pourquoi, lorsqu'ils changent de fournisseur, ils peuvent se heurter à un refus de changement d'option tarifaire (par exemple, pour passer d'un simple à un double tarif), voire parfois même à un refus de changement de fournisseur si le fournisseur n'est pas en capacité de souscrire la FTA choisie par le précédent fournisseur, ce qui est source de litiges (certains fournisseurs ont pris du retard pour intégrer dans leur système d'information la FTA à 4 plages temporelles). En outre, les fournisseurs peuvent contourner cette règle, qui devient alors inopérante, en demandant une mise en service à la place d'un changement de fournisseur.

NB : ce problème ne concerne pas les consommateurs équipés de compteurs Linky, dont la grille tarifaire du fournisseur peut être distincte de celle du distributeur.

En synthèse, le médiateur considère que les règles de durée minimale de souscription de FTA devraient être différentes pour les sites avec une puissance souscrite  $>$  36 kVA et ceux en BT  $<$  36 kVA, leurs comportements et niveaux d'information concernant leur consommation d'électricité étant complètement différents.

**Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?**

Le médiateur n'a pas de remarques.